

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Les-monopoles-capitalistes-et-les>



Les monopoles capitalistes et les banques

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : vendredi 25 septembre 2009

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

Rudolf Hilferding (1877-1941), économiste marxiste autrichien et député social-démocrate allemand. Son ouvrage « Le capital financier » (1910), dont ce texte est extrait, figure parmi les premières analyses théoriques sur la financiarisation de l'économie. On parlait à l'époque de « trusts » et de « cartels » au lieu d'oligopoles et de multinationales mais, à la lumière des interrogations actuelles sur la toute-puissance des acteurs de la crise financière, le travail monumental de Hilferding demeure, malgré certaines naïvetés, riche en enseignements.

Le développement de l'industrie capitaliste a pour résultat l'accroissement de la concentration des banques. Celle-ci à son tour est un facteur important de l'accroissement du degré de concentration dans les cartels et les trusts. Comment ces derniers réagissent-ils à leur tour sur le régime bancaire ? Le cartel ou le trust est une entreprise douée d'une très grande puissance financière. Dans les rapports de dépendance mutuelle des entreprises capitalistes, c'est la puissance financière qui décide laquelle se trouve placée sous la dépendance de l'autre. Une cartellisation poussée très loin a pour conséquence que les banques se groupent, elles aussi, et s'agrandissent pour ne pas tomber sous la coupe du cartel ou du trust. La cartellisation entraîne ainsi le groupement des banques, comme celui-ci à son tour entraîne la cartellisation. Au groupement des usines métallurgiques, par exemple, toute une série de banques sont intéressées, qui agissent en commun pour le provoquer, même contre la volonté de certains industriels. Réciproquement, une communauté d'intérêts, créée d'abord par des industriels, peut avoir pour conséquence que deux banques jusqu'alors concurrentes se trouvent avoir de ce fait des intérêts communs et sont amenées à agir en commun dans un domaine déterminé. Des combinaisons industrielles agissent de la même façon sur l'élargissement de la sphère industrielle d'une banque, qui ne travaillait peut-être jusqu'alors que dans le domaine de l'industrie des matières premières et se voit contrainte par la combinaison d'étendre son activité à l'industrie de transformation.

Le cartel lui-même suppose une grande banque qui soit en mesure de satisfaire aux besoins de crédit de paiement et de production de toute une branche d'industrie.

Mais le cartel entraîne aussi une nouvelle intensification des rapports entre la banque et l'industrie. La suppression de la libre concurrence dans l'industrie a tout d'abord pour résultat un accroissement du taux de profit. Ce taux de profit accru joue un rôle important. Là où l'élimination de la concurrence est la conséquence d'une fusion, on assiste à la création d'une nouvelle entreprise. Celle-ci peut compter sur un profit accru, lequel peut être capitalisé et constituer un bénéfice de fondateur [1]. Ce bénéfice joue dans la formation du trust un rôle important et sous un double aspect. Premièrement, son obtention est pour les banques un motif très puissant d'encourager la formation des monopoles. Deuxièmement, une partie du bénéfice du fondateur peut être employée à amener des éléments récalcitrants, mais néanmoins très importants, au moyen du paiement d'un prix d'achat élevé, à vendre leurs usines, par conséquent à rendre possible la formation du cartel. On pourrait exprimer la chose de la manière suivante : le cartel exerce une demande sur les entreprises d'une branche déterminée ; cette demande accroît dans une certaine mesure leur prix [2], et ce prix est payé avec une partie du bénéfice du fondateur.

La cartellisation assure en outre une plus grande sécurité et une plus grande régularité du revenu des entreprises cartellisées. Elle supprime les dangers de la concurrence, si souvent mortels pour l'entreprise isolée. Cela a pour résultat de faire monter les actions de ces entreprises ce qui signifie, à l'occasion de nouvelles émissions, un bénéfice de fondateur plus élevé : Par ailleurs, la sécurité du capital investi dans ces entreprises en est considérablement accrue. Ce qui permet aux banques d'accroître encore leur crédit industriel et de prendre une part plus grande que jusqu'alors au profit industriel. Ainsi, du fait de la cartellisation, les rapports entre les banques et l'industrie deviennent encore plus étroits, tandis que la disposition du capital investi dans l'industrie revient de plus en

plus aux banques.

Nous avons vu comment, au début de la production capitaliste, l'argent des banques provient de deux sources différentes. D'une part, des fonds des classes non productives, de l'autre, du capital de réserve des capitalistes industriels et commerciaux. Nous avons vu, en outre, comment le développement du crédit tend à mettre à la disposition de l'industrie, non seulement tout le capital de réserve de la classe capitaliste, mais aussi la plus grande partie des fonds des classes non productives. L'industrie de nos jours travaille, en d'autres termes, avec un capital beaucoup plus important que celui que possèdent en propre les capitalistes industriels. Au fur et à mesure du développement capitaliste croît le total des fonds que la classe non productive met à la disposition des banques et que celles-ci à leur tour mettent à la disposition de l'industrie. La disposition des fonds indispensables à l'industrie appartient aux banques. Avec le développement du capitalisme et de ses organisations de crédit s'accroît ainsi l'état de dépendance de l'industrie par rapport aux banques. D'un autre côté, celles-ci peuvent se contenter d'attirer les fonds des classes non capitalistes et maintenir ce stock à leur disposition permanente en versant des intérêts. Elles le pouvaient aussi longtemps que ces fonds n'étaient pas assez importants pour pouvoir être employés comme crédit de spéculation et de circulation. Avec l'accroissement de ces fonds, d'une part, le déclin de la spéculation et du commerce, d'autre part, ils devaient être transformés de plus en plus en capital industriel. Sans l'extension croissante du crédit de production, l'utilisation pratique des dépôts, et par conséquent aussi leur capacité de rapporter des intérêts, eussent depuis longtemps considérablement diminué. C'est d'ailleurs ce qui se passe en Angleterre, où les banques de dépôts n'accordent que du crédit de circulation et où par conséquent l'intérêt versé sur les fonds déposés est très faible. D'où le transfert constant de ces fonds dans l'industrie au moyen d'achats d'actions. Ici, le public fait directement ce que fait la banque en établissant des rapports étroits avec l'industrie. Pour lui, le résultat est le même, étant donné qu'en aucun cas il ne participe au bénéfice du fondateur. Mais, pour l'industrie, cela signifie une moindre dépendance à l'égard du capital bancaire en Angleterre qu'en Allemagne.

La dépendance de l'industrie à l'égard des banques est donc la conséquence des rapports de propriété. Une partie de plus en plus grande du capital de l'industrie n'appartient pas aux industriels qui l'emploient. Ils n'en obtiennent la disposition que par la banque, qui représente à leur égard le propriétaire. En outre, la banque doit fixer une part de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi dans une mesure croissante capitaliste industriel. J'appelle le capital bancaire, - par conséquent capital sous forme d'argent, qui est de cette manière transformé en réalité en capital industriel - le capital financier. Par rapport aux propriétaires, il conserve toujours sa forme d'argent, il est placé par eux sous forme de capital-argent, capital portant intérêt, et peut toujours être retiré sous forme d'argent. En réalité, la plus grande partie du capital ainsi placé par les banques est transformée en capital industriel, productif (moyens de production et force de travail), et fixée dans le processus de production. Une partie de plus en plus grande du capital employé dans l'industrie est du capital financier, capital à la disposition des banques et employé par les industriels.

Le capital financier s'accroît au fur et à mesure du développement du système des sociétés par actions et atteint son apogée avec la monopolisation de l'industrie. Le revenu industriel acquiert ainsi un caractère plus sûr et plus constant. Par là, la possibilité de placement du capital bancaire dans l'industrie s'étend de plus en plus. Mais la disposition du capital bancaire, c'est la banque qui la possède, et le contrôle des banques, ce sont les détenteurs de la majorité des actions bancaires qui l'exercent. Il est clair qu'avec la concentration croissante de la propriété, les propriétaires du capital fictif qui donne le pouvoir sur les banques et de ce capital qui donne le pouvoir sur l'industrie sont de plus en plus les mêmes. D'autant que, nous l'avons vu, les grandes banques ont de plus en plus pouvoir de disposition sur le capital fictif.

Si l'industrie tombe ainsi sous la dépendance du capital bancaire, cela ne veut pas dire pour autant que les magnats de l'industrie dépendent eux aussi des magnats de la banque. Bien plutôt, comme le capital lui-même devient, à son niveau le plus élevé, capital financier, le magnat du capital, le capitaliste financier, rassemble de plus en plus la disposition de l'ensemble du capital national sous forme de domination du capital bancaire. Ici aussi l'union personnelle joue un rôle important.

Avec la cartellisation et la trustisation, le capital financier atteint son plus haut degré de puissance, tandis que le capital commercial connaît son plus profond abaissement. Un cycle du capitalisme a pris fin. Au début du développement capitaliste, le capital-argent joue, en tant que capital usuraire et capital commercial, un rôle important, tant en ce qui concerne l'accumulation du capital que la transformation de la production artisanale en production capitaliste. Mais ensuite commence la résistance du capitaliste « productif », c'est-à-dire créant du profit, par conséquent du capitaliste industriel et commercial, contre le capitaliste dont les revenus proviennent de l'intérêt [3].

Le capital usuraire est subordonné au capital industriel. En tant que capital de commerce d'argent, il accomplit les fonctions d'argent, qu'autrement les industriels et les commerçants auraient dû accomplir eux-mêmes pour écouler leurs marchandises. En tant que capital bancaire, il accomplit les opérations de crédit pour le capitaliste productif. La mobilisation du capital et l'expansion de plus en plus grande du crédit changent peu à peu complètement la position du capitaliste prêteur d'argent. La puissance des banques s'accroît, elles deviennent les fondateurs et finalement les maîtres de l'industrie, dont elles tirent les profits à elles en tant que capital financier, tout comme autrefois le vieil usurier, avec son intérêt, le revenu du travail du paysan et la rente du seigneur. L'hégélien pourrait parler de négation de la négation : le capital bancaire était la négation du capital usuraire et lui-même à son tour est nié par le capital financier. Ce dernier est la synthèse du capital usuraire et du capital bancaire et s'approprie, à un niveau infiniment plus élevé du développement économique, les fruits de la production sociale.

Tout autre est le développement du capital commercial. Le développement de l'industrie le chasse peu à peu de la position dominante qu'il occupait à l'époque de la manufacture. Mais ce recul est définitif, et le développement du capital financier réduit le commerce absolument et relativement et transforme le marchand, autrefois si fier, en un simple agent de l'industrie monopolisée par le capital financier.

Notes

1 Le trust américain du sucre fut fondé en 1887 par Havemeyer au moyen de la fusion de quinze petites sociétés au capital total de 6,5 millions de dollars. Le capital-actions du trust fut fixé à 50 millions de dollars. Le trust augmenta immédiatement les prix pour le sucre raffiné et abaissa ceux du sucre brut. Une enquête entreprise en 1888 révéla qu'il gagnait sur une tonne de sucre raffiné environ 14 dollars, ce qui lui permettait de verser un dividende de 10 % sur l'ensemble du capital-actions, soit environ 70 % de la somme versée lors de la fondation de la société. En outre, le trust pût encore se permettre de distribuer des dividendes supplémentaires et de constituer des réserves considérables. Aujourd'hui, le trust a un capital-actions de 90 millions de dollars. La moitié est représentée par des actions préférentielles, justifiées à 7 % cumulatifs, l'autre moitié par des actions de première émission qui rapportent 7 % également (Berliner Tageblatt du 1er juillet 1909). On trouve d'innombrables exemples semblables dans les Reports of Industrial Commission on Trusts and Industrial Combinations.

2 Il s'agit ici du « prix du capital », qui est le même dans le profit capitalisé.

3 En effet, « l'usure fut le facteur principal de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de sa participation aux revenus de la propriété foncière. Mais le capital industriel et commercial collaborèrent plus ou moins avec les propriétaires fonciers contre cette forme désuète du capital » (Marx, Théories sur la plus-value, t. I, p. 19).

Post-scriptum :

À « *Das Finanzkapital* » (Vienne, 1910) a été publié en français (À « *Le capital financier* ») par les Editions de Minuit en 1970. Egalement disponible en ligne : www.marxists.org/français/hilferding/1910/lcp/hilf_14.htm

[1] Le trust américain du sucre fut fondé en 1887 par Havemeyer au moyen de la fusion de quinze petites sociétés au capital total de 6,5 millions de dollars. Le capital-actions du trust fut fixé à 50 millions de dollars. Le trust augmenta immédiatement les prix pour le sucre raffiné et abaissa ceux du sucre brut. Une enquête entreprise en 1888 révéla qu'il gagnait sur une tonne de sucre raffiné environ 14 dollars, ce qui lui permettait de

verser un dividende de 10 % sur l'ensemble du capital-actions, soit environ 70 % de la somme versée lors de la fondation de la société. En outre, le trust pût encore se permettre de distribuer des dividendes supplémentaires et de constituer des réserves considérables. Aujourd'hui, le trust a un capital-actions de 90 millions de dollars. La moitié est représentée par des actions préférentielles, justifiées à 7 % cumulatifs, l'autre moitié par des actions de première émission qui rapportent 7 % également (*Berliner Tageblatt* du 1er juillet 1909). On trouve d'innombrables exemples semblables dans les *Reports of Industrial Commission on Trusts and Industrial Combinations*.

[2] Il s'agit ici du « prix du capital », qui est le même dans le profit capitalisé.

[3] En effet, « l'usure fut le facteur principal de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de sa participation aux revenus de la propriété foncière. Mais le capital industriel et commercial collaborent plus ou moins avec les propriétaires fonciers contre cette forme désuète du capital » (Marx, *Théories sur la plus-value*, t. I, p. 19).